Le journal du Gers

Date de parution: Le vendredi 12 février 2021 à 10h26

Article signé par: Elisabeth DURAND

Adresse url de base: https://lejournaldugers.fr/article/47022-sante-et-education-un-meme-combat-dans-nos-territoires-ruraux

Santé et éducation, un même combat dans nos territoires ruraux

Collégiens et lycéens, tous unis dans un même combat : la défense de leur enseignement

Santé et éducation, un même combat dans nos territoires ruraux

Tous les ans, les marronniers refleurissent au printemps. Mais cette variété-ci, enseignants, parents et élèves, s'en passerait bien. En effet, on finirait par qualifier ainsi ces articles consacrés à la grogne des intéressés, régulièrement, à la même époque, lors de la présentation des cartes scolaires pour les rentrées à venir.

Toutefois, ce marronnier - un terme journalistique pour des papiers publiés à date fixe d'importance toute relative - s'il est consacré à un événement récurrent qui devient prévisible, est d'une haute importance pour nos territoires ruraux.

À quelques différences près, le nom des villages concernés - mais quelquefois la situation se répète aussi dans les mêmes endroits - enseignants, élèves, parents et élus, tous doivent alors se mobiliser pour tenter de faire plier l'Administration.

Cette année, les esprits s'échauffent encore pour défendre, une fois de plus, la prise en compte de la ruralité, un sujet pourtant mis en avant par le ministère de l'Éducation Nationale.

De nombreuses manifestations ont déjà eu lieu pour dénoncer les conditions prévues pour la nouvelle rentrée : Castelnau-d'Auzan, Cazaubon, Lannepax, Mauvezin, Monblanc, Nogaro et, bien sûr Auch et Condom.

Condom où jeudi matin 11 février, devant les grilles du Collège Saint-Exupéry, les principaux concernés, enseignants et collégiens, ont été rejoints par quelques uns de ceux qui avaient déjà manifesté, lundi dernier, pour défendre le Lycée Bossuet.

La baisse importante des moyens va entraîner la suppression d'une classe ; mais aussi la disparition de l'option occitan, y compris pour les élèves l'ayant déjà commencée ; deux postes en moins, technologie et lettres classiques ; des professeurs partagés par deux collèges, à cheval sur plusieurs établissements.

Dans ces conditions, comment peut-être réalisé un bon suivi de l'instruction des enfants ? Impossible sans un redéploiement de moyens répondent les principaux intéressés.

On ne cherche pas du confort, on cherche une situation qui soit juste correcte !

Romain Teixeira, enseignant à Saint-Exupéry, notre interlocuteur ce jeudi matin, confirme que, pour tenter de débloquer la situation, un entretien doit être sollicité de Farid Djemmal, directeur académique des services de l'Éducation Nationale (Dasen) du Gers).

Les soutiens se multiplient, notamment celui de Gisèle BIémouret, députée du Gers, retenue ce même jour à l'Assemblée nationale. Elle a prévu de participer, ce vendredi 12 février, à la mobilisation et aux échanges avec les enseignants et élus du Lycée Alain-Fournier de Mirande. Avec ses collègues élus gersois, Philippe Martin, Ronny Guardia-Mazzoleni, Franck Montaugé et Jean-Louis Guilhaumon, ils ont demandé un "moratoire éducatif".

L'éducation doit être égale pour tous, y compris dans nos territoire ruraux, pour garantir une offre de chance de réussir à toutes et à tous. Nous demandons la suspension des suppressions de classes et d'heures d'enseignement envisagées dans le premier degré et le secondaire.

La municipalité condomoise, représentée devant les portes du collège par deux des adjointes facilement reconnaissables à l'écharpe tricolore qu'elles arborent, soutient l'action engagée. Jean-François Rousse envisage d'ailleurs de recevoir les manifestants pour écouter leurs doléances.

Pendant ce temps-là, à Auch, les réunions s'enchaînent sur ce sujet....

Qu'aura décidé le conseil départemental de l'Éducation nationale (CDEN), convoqué ce même 11 février 2021, à 15 h 30 ? Par ailleurs, lors du CTSD (comité technique spécial départemental) réuni ce même jour, les élus du personnel ont voté unanimement contre ce projet de carte scolaire, d'où une deuxième convocation de ce comité, le vendredi 19 février, avec une nouvelle présentation du projet de carte scolaire.

Photo Marc Le Saux